
Des relents xénophobes plus forts que les considérations de santé publique

L'Aide Médicale d'Etat /

jeudi, 4 novembre 2010

Depuis des mois une campagne honteuse est menée par un groupe de députés de la majorité gouvernementale visant à stigmatiser les personnes de nationalité étrangère. Celles-ci seraient aujourd'hui responsables de l'explosion des dépenses de santé.

Lors du débat du projet de loi « Immigration, intégration, nationalité » et maintenant dans le cadre de la loi de « finances », des amendements soutenus par le gouvernement sont votés pour restreindre drastiquement les possibilités d'obtention d'un titre de séjour pour les étrangers malades résidant habituellement en France et durcir les conditions d'accès pour les sans papiers à l'Aide Médicale d'Etat (AME).

Ces dispositions n'ont qu'un seul objectif : pousser toujours plus loin la remise en cause des fondements de notre république laïque et solidaire. Trouver des boucs émissaires pour porter la responsabilité de la crise du système de santé et de protection sociale en visant l'étranger coupable de tourisme médical, évite d'aller sur les débats de fond que sont le financement de la protection sociale et l'exploitation du travail clandestin.

Véhiculer l'idée d'abus est mensonger, le système de l'AME est strictement encadré et contrôlé.

La CGT en lutte avec les travailleurs sans papiers exige le retrait de ces dispositions éthiquement contestables qui ternissent l'image de la France, pays des droits de l'Homme.

En tout état de cause, limiter l'accès aux soins à des populations en situation de très grande précarité engendre de graves problèmes de santé publique et accentue les risques d'exposition et de contamination de l'ensemble de la population.

La majorité gouvernementale poursuit son œuvre de remise en cause des droits sociaux (retraite, diminution des remboursements des soins par l'assurance maladie, limitation de l'Aide Médicale d'État...) pour dédouaner le monde de la finance de sa contribution à la solidarité nationale.

La CGT s'engage à favoriser la rencontre de l'ensemble des acteurs syndicaux, associatifs, humanitaires pour défendre les valeurs humanistes de notre pays.

La CGT invite celles et ceux qui croient encore aux valeurs de générosité, de solidarité et à l'idée de justice sociale à se syndiquer, à venir renforcer les manifestations du samedi 6 novembre.

Montreuil, le 4 novembre 2010
